

Extrait du Journal La Mée Châteaubriant

<http://journal-la-mee.fr/1044-usa-les-maitres-du-monde.html>

USA : les maîtres du monde

- Pays (international) - USA -

Date de mise en ligne : mercredi 13 mars 2002

Journal La Mée Châteaubriant

écrit le 13 mars 2002

Les maîtres du monde

Sûrs de leur puissance et de leur bon droit, tranquillement assurés de leur impunité, disant le Bien et le Mal au gré de leurs intérêts, les USA choisissent de ne s'appliquer que les règles qui leur conviennent.

Le 5 mars 2002 en effet, les Etats-Unis ont annoncé des mesures protectionnistes pour défendre l'industrie sidérurgique américaine : George Bush a décidé d'imposer durant trois ans des tarifs douaniers allant jusqu'à 30 % contre certaines importations d'acier et des quotas pour protéger la sidérurgie américaine. Ceci a provoqué une levée de boucliers chez leurs principaux partenaires commerciaux.

L'Union européenne a annoncé qu'elle déposait immédiatement une plainte devant l'Organisation mondiale du Commerce (OMC)

A Moscou, dirigeants et experts russes ont souligné que la décision protectionniste des Etats-Unis risquait d'avoir des conséquences catastrophiques pour les exportateurs russes.

A Londres, la secrétaire britannique au Commerce et à l'Industrie, Patricia Hewitt, a qualifié de « totalement injustifiées » les mesures américaines de taxation des importations d'acier étranger, en indiquant que son gouvernement étudiait avec l'Union européenne un dépôt de plainte auprès de l'OMC.

Le Premier ministre britannique Tony Blair, a écrit et téléphoné ces derniers jours au président américain pour lui affirmer que « les tarifs douaniers sont non seulement contraires aux intérêts de pays comme le nôtre et l'Europe, mais aussi contraires aux intérêts des consommateurs américains eux-mêmes, parce que ce sont eux qui auraient à payer le prix plus élevé des importations d'acier ».

A Rio, les autorités brésiliennes ont fait savoir qu'elles utiliseraient toutes les armes à leur disposition, y compris un recours devant l'OMC pour éliminer les taxes imposées par les Etats-Unis sur les importations d'acier brésilien.

Le centre d'information sur l'acier japonais, établi à New York, a également affirmé que les mesures américaines violaient les règles de l'OMC et souligné que les importations d'acier aux Etats-Unis ont baissé ces dernières années.

Aux Etats-Unis même, les mesures protectionnistes annoncées ont certes reçu l'approbation des syndicats et des aciéristes mais soulevé en revanche les protestations des partisans du libre-échange et des industries consommatrices.

La Coalition des industries consommatrices (CITAC) a affirmé que les tarifs douaniers auraient dans la pratique pour les consommateurs les mêmes effets que de nouveaux impôts. Les mesures décidées par le président Bush « mécontentent les industries manufacturières américaines. Leurs intérêts ont été oubliés dans l'agitation politique destinée à apaiser les sidérurgistes et leurs syndicats », a affirmé Jon Jenson, le président de CITAC.

Arrière-pensées

Les arrières-pensées politiques, à neuf mois des élections partielles américaines, semblent avoir largement pesé dans la décision du président George Deubeliou Bush de mettre en place des mesures de sauvegarde temporaires pour permettre à la sidérurgie américaine de faire face à la concurrence étrangère.

Plusieurs Etats, qui joueront un rôle important dans les élections de novembre prochain pour le renouvellement de l'ensemble des sièges (435) de la Chambre des Représentants et le tiers (34) des sièges du Sénat, sont largement dépendants de l'industrie sidérurgique. Parmi eux : la Pennsylvanie, l'Ohio et aussi la Virginie occidentale, qui lors de l'élection présidentielle 2000 a causé la surprise en donnant ses voix au président Bush alors que ses électeurs sont traditionnellement à majorité démocrate.

Les résultats du scrutin de novembre prochain seront cruciaux pour le reste du mandat de Bush et pourraient affecter sa réélection à la Maison Blanche en 2004. Depuis que les démocrates ont repris le contrôle du Sénat, l'été dernier, grâce à la défection d'un sénateur républicain modéré passé indépendant, le président a vu plusieurs de ses projets majeurs de réforme bloqués à la Chambre Haute, notamment son plan sur la relance de la production énergétique.

Les républicains espèrent que la popularité du président, propulsée au zénith par sa détermination à riposter aux attentats du 11 septembre en engageant la guerre contre le terrorisme, leur permettra de reconquérir le Sénat et d'élargir leur étroite majorité à la Chambre des Représentants.

C'est dans ce but que le président américain, soumis aux pressions du lobby de la sidérurgie auquel il a promis de se montrer compréhensif, (bien qu'il aime se poser en champion de la liberté du commerce) a annoncé des mesures de sauvegarde, qui se traduiront par l'imposition durant trois ans de surtaxes douanières comprises entre 8 et 30% sur toute une série de produits sidérurgiques importés

Mais ces mesures pourraient aussi se révéler à double tranchant. Selon nombre d'analystes, elles se traduiront probablement par une augmentation des prix de produits à base d'acier manufacturé et pourraient entraîner davantage de pertes d'emplois dans d'autres secteurs que dans la sidérurgie.

Ecrit le 18 juin 2002

USA : l'Agriculture

1600 hectares et des clopinettes

Dans la ligne de ce qu'a écrit Jacques Nikonoff, voici ce qui se passe aux USA où l'agriculture américaine, championne de l'hyperproductivité, lutte..... pour sa survie

Un agriculteur, qui s'est acheté un tracteur dernier cri, avec ordinateur incorporé, explique que cette machine lui a coûté la bagatelle de 213 000 euros mais que les revenus tirés de son exploitation de 1600 hectares ne dégagent qu'une toute petite marge et qu'il va avoir du mal à s'en sortir, malgré ses mille six-cents hectares !

« La seule solution est de toujours grossir. Mais grossir jusqu'où ? (...) En fait, on ne pourrait pas vivre rien qu'avec la ferme : on tient parce qu'on a un autre business de transport routier et de vente de camions ». dit-il (lire le Monde du 10 juin 2002).

Produire plus gagner moins

La situation agricole aux USA n'est pas florissante : entre 1959 et 1997, le nombre d'exploitations « à plein temps » est passé de 2 millions à 870 000, selon le ministère américain de l'agriculture. Depuis 1997, date du dernier recensement, la tendance ne s'est pas infléchie. En revanche, le nombre d'exploitations de plus de 400 hectares est passé de 136 000 à 176 000.

Paradoxe : alors qu'elle est toujours plus productive, l'agriculture a procuré aux Etats-Unis, en 2001, un revenu net inférieur à celui de... 1929 (45,1 milliards de dollars constants contre 48,8) !

En effet, l'augmentation de la production a continuellement fait baisser les prix, pesant lourdement sur les cours mondiaux. Résultat : les exportations des Etats-Unis concurrencent les paysans d'autres pays beaucoup moins productifs, sans pour autant assurer la survie des exploitants américains. Et du coup les capitaux américains se détournent de l'agriculture pour investir dans d'autres secteurs beaucoup plus rémunérateurs.

Pour enrayer cette tendance, le Congrès Américain a voté, en mai, une forte augmentation des subventions agricoles, sans se faire d'illusion : cela ne fera que retarder l'échéance « Toute la politique vise le maintien de prix bas pour favoriser l'industrie agro-alimentaire, dit un fermier. Il faudrait revenir à des exploitations plus diversifiées, avec des accords de prix au niveau international ». C'est-à-dire l'exact opposé de ce qui s'est fait depuis cinquante ans...

Café : indécent

La crise du café est révélatrice des impasses du tout-libéral en matière de politique agricole

Même les économistes les plus libéraux le reconnaissent : les prix du café ont atteint un niveau « indécent ». De 80 cents la livre en mai 2001, les cours sont tombés à moins de 50 cents depuis septembre 2001. A ce niveau, aucun producteur n'arrive plus à vivre de son travail. Dans de nombreux pays d'Amérique latine comme le Guatemala et le Nicaragua, la chute des prix a été répercutée sur les salaires déjà bien maigres des ouvriers, et l'emploi dans les plantations a même quelquefois disparu, certains planteurs ayant préféré suspendre leur activité.

« La crise des cours, qui ont chuté de 65 % entre 1997 et 2001, a appauvri plus de 25 millions de familles dans le monde, essentiellement dans les pays les plus pauvres », a averti, fin mai, le Colombien Nestor Osorio, directeur de l'Organisation internationale du café (ICO).

Les promoteurs de la libéralisation du commerce du café, Etats-Unis en tête, n'avaient pas imaginé, à la fin des années 1980, une telle situation. Adeptes du libre-échange, ils pensaient que les simples lois de l'offre et de la demande étaient suffisantes et qu'il fallait supprimer la garantie de prix minima. C'est qui a été fait.

Mais les pays producteurs, à la recherche de devises, ont cherché à augmenter le plus possible leur production. Dans le même temps de nouveaux pays (comme le Vietnam) se sont lancés dans la culture des caféiers, qui leur permet d'utiliser une main-d'oeuvre bon marché et de maintenir dans les campagnes une population qui menaçait d'affluer vers les villes.

En dix ans, la production mondiale est ainsi passée de 90 millions de sacs à 115,7 millions. La consommation, elle, n'a pas suivi. Concentrée dans les pays occidentaux, elle stagne autour de 100 millions de sacs.

Aujourd'hui, le marché croule sous les excédents. Mais tous les mécanismes de régulation mis en place par les Etats pour gérer les surplus et pour garantir à leurs producteurs des prix stables ont été démantelés. Les stocks sont aux mains de cinq grands groupes négociants (dont Nestlé) qui contrôlent 48 % du négoce mondial du café et pour lesquels le prix du café vert n'est plus qu'une petite composante face aux dépenses de marketing, de publicité, de logistique.

Alors que le marché du café à la consommation est passé en dix ans de 30 à 60 milliards de dollars, la part reçue par les producteurs est tombée de 10 à 6 milliards de dollars.

Cette paupérisation des producteurs de café se diffuse partout. Les plus petits ne gagnent plus assez pour subsister. Les plus gros réduisent les salaires de leurs employés, diminuent les embauches, voire arrêtent toute production. Pour aider leurs paysans, le Costa-Rica ou le Vietnam ont pris des mesures de soutien financier.

Ainsi le libéralisme forcené tue le développement, même celui des pays les plus riches .

écrit le 10 juillet 2002

Enron

Les Américains prennent peur pour leurs retraites et leurs économies

L'affaire Enron, ce courtier en énergie dont la faillite, en décembre 2001, est la plus importante de l'histoire américaine, est devenue jour après jour le principal sujet de préoccupation des médias et des Américains, au point d'éclipser la guerre contre le terrorisme. Les Américains se sentent directement concernés et y voient une menace pour leur retraite et leurs économies.

Les salariés d'Enron ont en effet tout perdu : leur emploi actuel et leur retraite future, investie via le fonds de pension de l'entreprise en actions Enron - dont la valeur s'est effondrée, en deux mois, de 45 dollars à moins d'un dollar.

Le magazine Time tire la sonnette d'alarme : « Le plus effrayant dans cette affaire, c'est que le mensonge et l'éthique douteuse qui ont mené une des sociétés les plus innovantes à la faillite sont devenus courants et parfois même légaux. Il n'est pas absurde de craindre que le prochain Enron puisse se cacher dans votre fonds de pension ou derrière celui qui paie votre salaire »

Les 70 millions d'Américains qui détiennent directement, ou via des fonds d'investissement, des actions peuvent se poser des questions. Ils ont tous les jours sous les yeux le témoignage d'employés d'Enron ruinés pour avoir trop cru au succès d'une société qui était la septième entreprise américaine. « J'avais un tel sentiment de sécurité quand je suis arrivé il y a huit ans dans une entreprise aussi grande, aussi forte, qui avait une telle réussite », dit un salarié, Mark Lindquist, 39 ans qui a appris son licenciement par un message sur son répondeur téléphonique. « Je ne pense pas que je puisse un jour à nouveau faire confiance à une entreprise », ajoute-t-il.

Les histoires de salariés qui, par fidélité et naïveté, ont conservé leurs titres jusqu'au bout, tandis que les dirigeants et administrateurs s'en débarrassaient, ne manquent pas. Un salarié qui avait un plan d'épargne-retraite de 750 000

dollars, s'aperçoit qu'il en vaut aujourd'hui à peine 10 000 .

D'autres Enron

L'affaire Enron est un cas extrême mais pas isolé. Depuis 1997, plus de 730 sociétés cotées aux Etats-Unis ont dû réviser en baisse des résultats financiers publiés. Certaines d'entre elles, comme Sunbeam et Cendant, ont payé des dizaines de millions de dollars de dommages et intérêts à leurs actionnaires pour les avoir trompés sciemment. Les salariés de groupes comme Lucent, Waste Management ou Xerox ont vu la valeur de leurs fonds de pension divisée par trois après la dégringolade des actions de leurs sociétés. Les employés de groupes aussi prestigieux que Coca-Cola, McDonald's, Procter & Gamble ou Texas Instruments peuvent s'inquiéter. Plus de 70 % de leurs retraites sont investis dans les titres de leurs entreprises respectives.

Dans ce climat, la faillite, la semaine dernière, de Kmart, le troisième groupe de distribution du pays avec 275 000 employés, n'a pas vraiment apaisé les craintes. La direction a annoncé l'ouverture d'une enquête après avoir reçu une lettre l'informant d'irrégularités comptables.

« Peut-on encore faire confiance à quelqu'un ? », s'interroge le journal Business Week.

Worldcom

Le groupe américain de télécommunications WorldCom, en graves difficultés financières, a annoncé, mardi soir 25 juin, la découverte d'irrégularités comptables portant sur un montant de 3,85 milliards de dollars.

Et qui donc qui va payer ? Les salariés, évidemment puisque le groupe va réduire ses effectifs de 17.000 salariés, pour réaliser des économies annuelles de 900 millions de dollars. Les suppressions d'emplois ont débuté dès vendredi 28 juin. Ah ça ne traîne pas !

Comme par hasard, le groupe Worldcom était « contrôlé » par le même cabinet d'expertise-comptable que Enron, à savoir le cabinet Andersen, celui qui a été reconnu coupable récemment d'entrave à la justice dans l'affaire de la faillite d'Enron, pour avoir détruit des documents liés à la comptabilité. Tout ça ne contribue pas à redorer le blason des entreprises américaines

« Il faut que les chefs d'entreprise adoptent une nouvelle attitude responsable. Ceux qui reçoivent la confiance et l'argent des investisseurs doivent avoir pour objectif la plus grande excellence », a affirmé le Président américain Bush qui a oublié qu'Enron a financé sa campagne électorale !

L'affaire Worldcom, comme les autres affaires, Enron, Global Crossing et Imclone, conduit à la perte de confiance des investisseurs dans les informations comptables fournies par les entreprises américaines. Dame ! pour prouver qu'elles étaient capables d'avoir une rentabilité de 15 %, ces entreprises ont manipulé les chiffres et les bilans. Résultat : panique dans les places boursières, ramenant la plupart des places financières mondiales à leurs niveaux de septembre dernier après les attentats terroristes à New York et Washington.

Pour leur part, déjà émués par le scandale du courtier en énergie Enron, où des milliers d'employés et actionnaires ont été lésés, les parlementaires américains ont exprimé leur stupéfaction en découvrant les manipulations comptables du géant des télécommunications.

L'opposition démocrate y voit pourtant l'occasion de dénoncer la connivence des républicains avec les milieux d'affaires et la politique de déréglementation qu'ils ont encouragée au Congrès, créant selon elle un climat propice à l'éclosion de ces scandales en série.

Pour les analystes, la manipulation comptable chez Worldcom remonterait vraisemblablement à plusieurs années, peut-être à 1998, année de la fusion entre World-com et MCI. « Ils avaient promis aux investisseurs une progression de leur chiffre d'affaires et de leurs marges après ce rapprochement » se souvient un économiste. « Pendant les douze mois suivants les revenus n'ont pas augmenté, mais les marges étaient excellentes. Tout le monde pensait qu'ils faisaient un superbe travail en réduisant énormément les coûts ».

Les principaux concurrents de WorldCom s'épuisaient à tenter de réaliser les mêmes performances. « Nous étions incapables de faire comme eux. Nous ne comprenions pas pourquoi », dit l'un d'entre eux. « Nous disséquions en permanence les informations rendues publiques par Worldcom et nous n'avons jamais réussi à savoir comment ils faisaient ».

Eh bien ils trafiquaient les comptes ! Non seulement ils ont ainsi condamné au chômage des milliers de salariés et ruiné encore plus d'épargnants mais, en faussant les règles du jeu, ils ont alimenté la course vers l'abîme de toute l'industrie des télécommunications. Ils ont contraint leurs concurrents à les suivre en multipliant les acquisitions (plus de 60 pour Worldcom), en se lançant dans une guerre des tarifs et dans des investissements d'infrastructures sans rapport avec la demande solvable. « La bulle financière s'enfla si bien qu'elle creva ! Tous n'en mouraient pas, mais tous étaient frappés » aurait dit Jean de La Fontaine !

On nous a dit longtemps que le communisme et le socialisme ne « marchaient » pas. Force est de constater que le capitalisme n'est pas plus efficace.

(écrit le 1er octobre 2003)

USA : Des pauvres en plus

Le nombre de pauvres a augmenté de 1,7 million aux Etats-Unis et les classes moyennes ont vu leurs revenus baisser en 2002, selon des statistiques publiées au moment où la politique économique de l'administration Bush est vivement critiquée par l'opposition démocrate.

Le taux de pauvreté aux Etats-Unis est passé de 11,7 % en 2001 à 12,1 % en 2002 et le revenu médian par ménage a baissé de 1,1 % en termes réels, selon une étude publiée le 26 septembre 2003 par le Bureau du recensement américain.

Le nombre de pauvres s'élevait l'an dernier à 34,6 millions de personnes contre 32,9 millions en 2001, soit une augmentation de 5,2 %. Au sein de la minorité noire, le taux est passé de 22,7 % à 24,1 % en 2002, selon le rapport.

Ecrit le 8 février 2006 :

Le scandale Enron

L'affaire Enron est considérée comme le plus grand scandale comptable que les Etats-Unis aient jamais connu : le

courtier en énergie a berné le monde entier en gonflant ses résultats et en dissimulant des milliards de dettes logées dans des paradis fiscaux. La baudruche s'est dégonflée fin 2001, Enron a fait naufrage, laissant 4000 employés sur le carreau. Plus de 60 milliards de capitalisation boursière ont disparu, des milliers de petits actionnaires ont été ruinés.

Les dirigeants plaident non coupables ! Mais pourquoi faut-il 4 ans pour arriver à un procès ... tandis que 12 dockers manifestants à Strasbourg, le 16 janvier 2006, ont été, eux, jugés en comparution immédiate ! Deux poids, deux mesures. Société injuste.